

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer - CS 70542  
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 05/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EMC2**

Nid de Cygne  
55100 Bras-Sur-Meuse

Références : LD/91-2026  
Code AIOT : 0006200757

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement EMC2 implanté 55100 Bras-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-1379 du 25 juin 2025. Cet arrêté imposait à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatifs à la mise en place de robinets d'incendie armés (RIA) au sein de l'entrepôt relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EMC2
- 55100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole EMC2 est autorisée, par arrêté préfectoral n° 3388 du 29 juillet 1980 modifié, à exploiter à Bras-sur-Meuse des silos de stockage de céréales ainsi que des installations de séchage et de traitement mécanique des substances végétales. Le site comprend également un entrepôt de stockage destiné aux semences.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	RESPECT_MED_2025-1379	AP de Mise en Demeure du 25/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite sur site a permis de constater la mise en place effective de sept robinets d'incendie armés au sein de l'entrepôt contrôlés.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : RESPECT\_MED\_2025-1379**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La Coopérative agricole EMC2 est mise en demeure, pour l'exploitation de l'entrepôt situé au sein de ses installations présentes sur le territoire de la communes de Bras-sur-Meuse, de respecter sous un délai de <b>4 mois à compter de la notification du présent arrêté</b> , la prescription suivante :  <ul style="list-style-type: none"><li>• article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : mettre en place les Robinets d'Incendie Armés selon les dispositions définies par cet article.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Pour faire suite à une précédente visite réalisée sur le site le 23 janvier 2026, l'exploitant a transmis à la préfecture un courrier daté du 19 février 2026, indiquant que sept robinets d'incendie armés avaient été installés dans l'entrepôt concerné. Ce courrier était accompagné de photographies attestant de la réalisation des travaux. La visite de vérification réalisée postérieurement à l'achèvement des travaux a permis de constater la présence effective des sept RIA installés dans l'entrepôt, conformément aux

engagements pris par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure